

BILAN 2019-2020

Service aux collectivités

Conjuguer savoir universitaire et savoir citoyen

Agentes de développement

Geneviève Chicoine

Lyne Kurtzman

Ève-Marie Lampron

Léa Lefèvre-Radelli

Mélanie Pelletier

Marie Eve Rioux-Pelletier

Josée-Anne Riverin

Directeur

Marcel Simoneau

Secrétaire de direction

Maryse Dupré

18 septembre 2020

www.sac.uqam.ca

sac@uqam.ca

514-987-3177

400, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
FAITS SAILLANTS EN 2019-2020	2
Projets et activités	2
Ressources humaines	3
Projet sur l'engagement étudiant	3
Comité des services aux collectivités	4
Séminaire international sur la recherche partenariale entre universités et communautés.....	4
Actions à portée institutionnelle du SAC	4
Autres collaborations et contributions	5
Principaux enjeux pour 2020-2021	7
DOMAINE COMMUNAUTAIRE.....	8
Quelques chiffres.....	8
Des faits saillants	8
Enjeux et perspectives	11
DOMAINE FEMMES ET RAPPORTS DE SEXE.....	13
Quelques chiffres.....	13
Des faits saillants	14
Des thématiques récurrentes.....	16
Conclusion et perspectives.....	18
DOMAINE SYNDICAL	20
Portrait d'ensemble des activités.....	20
Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités.....	21
Quelques thèmes transversaux aux projets.....	21
Perspectives pour 2020-21.....	24
REMERCIEMENTS.....	26

Introduction

Ce rapport annuel du Service aux collectivités (SAC) 2019-2020 est le résultat d'une collaboration étroite entre les membres de l'équipe du SAC. Ce rapport est présenté à Christian Agbobli, nouveau vice-recteur à la Recherche, à la création et à la diffusion, au Comité des services aux collectivités (CSAC), au Comité de la recherche et de la création, et déposé à la Commission des études.

On y retrouve des données quantitatives globales pour l'ensemble des projets soutenus en 2019-2020, les faits saillants de l'année incluant des collaborations institutionnelles et des activités de rayonnement, ainsi qu'une présentation détaillée des activités marquantes et des enjeux et perspectives propres aux trois domaines du service, soit : communautaire, femmes/rapports de sexes et syndical. Ce rapport est aussi disponible sur le [site web du SAC](#).

Faits saillants en 2019-2020

Cette section du rapport vise à présenter un bref bilan des diverses activités qui ont occupé le SAC lors de l'année 2019-2020.

Projets et activités

Le tableau suivant résume la situation relative aux projets partenariaux en cours en 2019-2020, et au financement obtenu pendant cette période.

Projets et activités 2019-2020	
AMORCÉS, EN COURS OU TERMINÉS	
Type de projets/activités	Nombre
Projets de recherche	73
Projets de formation	12
Activités de transfert	11
Projets d'expertise	13
Total	109
SOUTIEN FINANCIER	
Type de soutien	Montant
Interne	185 953,16 \$
Externe	801 786,74 \$
Total	987 739,90 \$
DÉGRÈVEMENTS	
Nombre d'heures de dégrèvement	270 heures
PARTENAIRES UNIVERSITAIRES ET COLLECTIVITÉS	
Type de partenaire	Nombre
Professeurs-es et chargés-es de cours	156
Facultés et école de l'UQAM	7
Étudiants-es	114
Groupes partenaires	180

Nous tenons à souligner que ce tableau ne présente pas tous les apports considérables, mais non comptabilisés des groupes partenaires, tant en ressources humaines que matérielles.

Ressources humaines

Les mouvements de personnel amorcés en 2018-2019 (retraite, affichage de poste, congé de maternité) se sont poursuivis en 2019-2020. Deux congés de maternité ont donné lieu aux remplacements de Josée-Anne Riverin (domaine communautaire) par Mélanie Pelletier et de Marie Eve Rioux-Pelletier (domaine syndical) par Ève-Marie Lampron. Une nouvelle agente contractuelle, Léa Lefèvre-Radelli a été engagée à l'hiver 2020 pour piloter le projet d'engagement étudiant financé par la Fondation Chagnon (voir ci-dessous). Suite à un affichage, Marie Eve Rioux-Pelletier est devenue la nouvelle titulaire du poste d'agente pour le domaine syndical. Enfin, Lyne Kurtzman a débuté une retraite progressive après une longue et fructueuse carrière, qui a été reconnue par l'obtention du [1^{er} prix d'excellence des professionnels et professionnelles de recherche du Fonds de recherche du Québec - Société et culture \(FRQSC\)](#) au printemps dernier. Enfin, Ève-Marie Lampron, agente contractuelle au domaine femmes, a aussi assuré l'intérim durant plusieurs mois sur le poste du domaine syndical. Ces remplacements ont représenté une occasion de partage et d'enrichissement d'expérience au sein de l'équipe du SAC.

Projet sur l'engagement étudiant

Suite aux consultations de 2018 tenues auprès du CSAC, de partenaires et de professeur.e.s, visant à définir les orientations stratégiques du SAC, le développement d'un volet étudiant pour favoriser des expériences en engagement communautaire a été identifié comme une priorité du service. En 2018-2019, un travail de recensement des exemples et pratiques universitaires en engagement étudiant fut réalisé dans le but de définir un modèle pour l'UQAM. Puis à l'automne 2019, la Fondation Lucie et André Chagnon a accepté de soutenir financièrement un projet pilote d'un an présenté et dirigé par le SAC pour accroître les modalités d'engagement communauté-université pour les étudiants-es, fondées sur les besoins des groupes sociaux. La Fondation a ainsi accordé au SAC une subvention de 100 000 \$ pour l'année 2020. À ce montant s'est ajouté 9 000 \$ de la vice-rectrice à la Recherche, à la création et à la diffusion de l'UQAM.

Cela a permis d'embaucher, en janvier 2020, Léa Lefèvre-Radelli, agente dédiée à la mise en place du projet-pilote « volet étudiant ». Ce mandat doit se poursuivre jusqu'en 2020-2021. Celui-ci vise à élaborer et tester différentes modalités de réalisation de mandats étudiants pour des organismes communautaires. L'agente a consulté des employées d'universités qui proposent un service d'engagement communautaire (notamment l'Université Laval, l'Université du Québec à Trois-Rivières, et University of Toronto), afin d'établir les balises du projet-pilote. Elle a également pu constater le grand intérêt des professeurs-es de l'UQAM et des groupes sociaux. En mars, elle a recueilli 23 propositions de mandats de groupes répondant à leurs besoins immédiats. Ceux-ci touchent aux domaines de la recherche et analyse, de la collecte de données, de l'organisation d'événements et du développement d'outils de communication, et plusieurs sont directement liés à la situation générée par la COVID-19. Certains mandats seront sélectionnés, pour être ensuite réalisés de façon rémunérée par des étudiants-es de l'UQAM.

Afin de mettre en œuvre son projet-pilote, l'agente a également commencé le développement d'outils d'accompagnement et de formation pour soutenir les étudiants-es dans leurs démarches collaboratives. Des discussions avec le rectorat ont également été amorcées pour assurer le déploiement du volet en concertation avec les orientations de l'UQAM. En 2020-2021, le projet-pilote sera évalué avec les différentes parties prenantes.

Comité des services aux collectivités

Le Comité des services aux collectivités est essentiel aux activités du SAC, non seulement par l'évaluation des projets et l'octroi de ressources (PAFARC et dégrèvements), mais aussi par ses avis sur le rôle des agentes, l'amélioration continue des services et des procédures ainsi que sur des enjeux liés à la mission sociale de l'université.

Ainsi en 2019-2020, en plus des évaluations des projets, le CSAC et le SAC ont tenu des discussions permettant de réitérer l'importance de l'accompagnement des projets par les agentes de développement qui nous ont amenés à clarifier son caractère indispensable dans les partenariats soutenus par le SAC. De plus, des pistes d'action ont été identifiées afin de favoriser la participation des groupes représentant des populations marginalisées dans les projets menés au SAC. Enfin, un exercice de mise à jour des formulaires de demande PAFARC et dégrèvements relevant du CSAC a été entrepris, dans l'objectif de les simplifier.

Séminaire international sur la recherche partenariale entre universités et communautés

En octobre 2019, un [séminaire international sur le rôle des universités dans leur mission sociale auprès des communautés](#) a été organisé par la vice-rectrice à la recherche, à la création et à la diffusion (VRRCD) Catherine Mounier et Marcel Simoneau. Cet événement, sur invitation, a permis de rassembler plusieurs dirigeants et dirigeantes de la recherche et création dans des universités de la francophonie européenne (France, Suisse, Belgique), du Sénégal et du Québec. Ce séminaire s'est conclu avec succès par la Déclaration de Montréal pour la création d'un Réseau international d'UNiversités-Société (REIUNIS), dans le but de mieux faire connaître et reconnaître les recherches partenariales participatives (recherches collaboratives, coopératives, sciences citoyennes, etc.) et d'améliorer les conditions de leur exercice. Des actions en soutien à ce réseau se poursuivront en 2020-2021.

Actions à portée institutionnelle du SAC

Les membres de l'équipe du SAC participent à différents comités (mobilisation des connaissances, rayonnement de la recherche, etc.) du VRRCD et de l'UQAM et collaborent au développement d'un éventail d'activités. Cette implication favorise le réseautage, les partenariats, la mobilisation des connaissances et des formations dans le cadre d'activités ponctuelles ou annuelles, par exemple durant la semaine de la recherche du VRRCD et la planification d'ateliers de formation. Soulignons que la refonte du portail web Recherche et création a été un effort collectif entre les services du VRRCD qui se poursuivra en 2020-2021.

L'année 2019-2020 s'est illustrée par les activités spéciales soulignant le 50e anniversaire de l'UQAM. Dans le cadre d'une collaboration inter-services au VRRCD, 50 projets de recherche et de création qui ont transformé la société québécoise, dont plusieurs soutenus par le SAC, ont été ainsi présentés à la communauté uqamienne et au public durant quelques mois.

Malgré les impacts de la pandémie dans les universités, il est à noter que toutes les activités régulières du SAC, notamment celles reliées aux projets en démarrage et en cours, ainsi que les rencontres du CSAC ont pu se dérouler normalement. Les deux derniers CSAC de l'année, en mars et mai, ont été tenus en vidéoconférence pour permettre l'approbation de nouveaux projets. Face à cette situation sans précédent, l'équipe du SAC a relevé le défi avec succès, en s'ajustant rapidement afin de poursuivre ses travaux avec ses partenaires et le personnel enseignant de l'UQAM.

Autres collaborations et contributions

- > Participation d'une agente du domaine communautaire, puis du domaine femmes, au CSAC ainsi que l'organisation des rencontres par la secrétaire du SAC.
- > Participation d'une agente du domaine femmes au projet « [Nouvelles Alliances](#) » mené avec Relais-femmes, projet qui vise à mettre sur pied des partenariats universités-communautés pour plus de savoirs en égalité des sexes et inspirés du modèle du SAC dans deux universités québécoises, Université Laval et Université de Sherbrooke.
- > Présentations du modèle SAC à l'ACFAS et ARNA (*Action Research Network of America*), par trois agentes :
 - *Le rôle des étudiants-es dans la coconstruction des savoirs*. Colloque du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales, UQAM), congrès de l'ACFAS, mai 2019.
 - *La recherche-action : quelle place dans les établissements d'enseignement supérieur. Quels nouveaux rôles pour le/la chercheur.e?* Panel organisé par le SAC, incluant des présentations de deux agentes, d'un professeur de l'UQAM et de représentantes de Relais-femmes. Congrès ARNA, McGill, juin 2019
- > Participation à l'évaluation de projets dans le cadre du concours annuel de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM :
 - Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1 500 \$) octroyée à Maxime Thibault-Leblanc, étudiant à la maîtrise en sociologie;
 - Bourse du Fonds de recherche du Service aux collectivités (1 000 \$) octroyée à Gabrielle Morin, étudiante à la maîtrise en sexologie;
 - Bourse du Fonds du Service aux collectivités (1 500 \$) octroyée à Emmanuel Guay, doctorant en sociologie.
- > Participation au programme [CHNGR MTL](#) (Changer Montréal), en collaboration avec la Ville de Montréal, l'Université Concordia, l'Université McGill et HEC. L'équipe étudiante de l'UQAM s'est particulièrement illustrée dans ce concours visant la participation et la collaboration aux projets et événements en économie sociale et solidaire.

- > Participation d'une agente aux rencontres du Conseil scientifique du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire).
- > Participation de deux agentes au Comité conjoint du Protocole Relais-femmes et UQAM.
- > Participation d'une agente au Comité conjoint du Protocole CSN-CSQ-FTQ et UQAM.
- > Participation d'une agente au Conseil de l'Institut de recherches et d'études féministes.
- > Participation d'une agente à la conception du portail EDI (Équité, Diversité, Inclusion) de l'UQAM.
- > Participation d'une agente au Comité de direction de la Chaire de recherche contre les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur.
- > Participation d'une agente au Comité de direction du projet SAVIE-LGBTQ .

Le directeur du SAC a également participé aux conseils d'administration et comités exécutifs ainsi qu'aux événements spéciaux suivants :

Conseils d'administration, comités exécutifs et représentations

Conseil d'administration et comité exécutif du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
 Conseil d'administration de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
 Conseil de direction du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)
 Comité de direction du Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal
 Représentant de l'UQAM pour le partenariat UQAM et Entremise dans le cadre du projet Réseau Ville Autrement
 Comité exécutif de *Community-Based Research Canada*
 Comité-conseil d'Universités Canada sur les impacts sociaux des universités

Fonds des services aux collectivités

Ce Fonds, créé en 1979 par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) est le seul qui permet de soutenir spécifiquement les activités de transfert de connaissances dans le cadre de projets collaboratifs entre des organismes d'action communautaire autonome et les universités. L'équipe du SAC accompagne chaque année des projets de transfert de connaissances déposés par des professeurs-es, en co-construction avec les organismes admissibles.

Le directeur du SAC siège au comité d'évaluation des projets présentés par l'ensemble des universités québécoises.

En 2019-2020 ce Fonds a été soumis à un exercice d'évaluation inscrit au plan triennal 2019-2022 du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Pour ce faire, un comité spécial d'évaluation a été mis en place, auquel participe le directeur du SAC afin d'émettre un rapport final en 2020-2021.

Principaux enjeux pour 2020-2021

L'année 2020-2021 s'annonce pleine de défis dans le contexte de la pandémie. Force est de constater que la situation n'a pas affecté le nombre de demandes de soutien à notre service, au contraire. L'équipe du SAC sera encore bien occupée et sollicitée au cours de la prochaine année.

Dans ce contexte inédit, l'équipe souhaite documenter les impacts de la COVID-19 dans ses projets, tant au niveau méthodologique que du transfert de connaissances alors que les activités doivent être adaptées sans nuire aux objectifs d'accessibilité et d'appropriation des projets. Nous comptons également tenir une réflexion sur le sujet avec le CSAC, afin de partager nos constats et les enjeux vécus sur le terrain (fracture numérique, surcroît de travail des organismes et des intervenants-es communautaires, etc.). Soulignons également le développement de nouveaux projets portant spécifiquement sur les impacts de la COVID-19.

La consolidation des effectifs demeure une préoccupation et les efforts à ce titre se poursuivront afin de pouvoir continuer à répondre aux demandes. La prochaine année sera notamment marquée par la prise de retraite progressive d'une agente et le plein déploiement du projet d'engagement étudiant. Nous espérons d'ailleurs que l'année 2020-2021 verra la pérennisation de ce projet se concrétiser, étant persuadés de sa pertinence pour l'enrichissement du parcours universitaire des étudiants-es et le renforcement de la mission sociale de l'UQAM.

Domaine communautaire

Nous vous présentons une synthèse des projets amorcés, finalisés ou en cours entre le 1^{er} mai 2019 et le 30 avril 2020. Le tableau de l'ensemble des projets soutenus est disponible sur le site Internet du SAC. Outre la présentation de quelques chiffres et des faits saillants de notre année, nous vous proposons un survol des enjeux et perspectives pour l'année à venir.

Il est à souligner que cette année, le domaine communautaire n'a pu compter sur le travail que de deux agentes de développement, étant donné le départ à la retraite de Claire Vanier et celui en congé de maternité de Josée-Anne Riverin.

Quelques chiffres

Cette année, **47 projets** ont été accompagnés par les agentes du domaine communautaire. Il s'agit de 8 projets de formation, 34 projets de recherche, 2 consultations ou demandes d'expertises et 3 projets de diffusion. De ces projets, 16 se sont terminés au cours de cette période. Ajoutons à ce bilan plusieurs activités de transfert et de mobilisation qui ont pris diverses formes (ateliers de réflexion, opérations citoyennes d'aménagement, table ronde, présentations lors de colloque et congrès des partenaires communautaires, etc.). Ainsi, ce sont plus de **75 groupes partenaires, 55 professeurs-es et chargés-es de cours** issus-es des six facultés et école de l'UQAM, et **55 étudiants-es** qui ont mis en œuvre ces projets partenariaux.

Ces projets ont bénéficié d'un appui financier total de **439 521,90 \$**, soit **98 017,16 \$** de sources internes et **341 504,74 \$**[1] de l'externe, notamment du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), du Fonds des services aux collectivités (FSC) du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) et du Secrétariat à la condition féminine.

De plus, **180 heures** de dégrèvement de recherche ou de formation ont également été octroyées pour des professeurs-es dans le cadre de ces projets.

Des faits saillants

L'année 2019-2020 a été particulièrement marquée par la mise en œuvre de projets concernant l'ensemble des actrices et acteurs de l'action communautaire autonome, mobilisant ainsi de nombreux réseaux. Il s'agit de deux projets de formation, soutenus par le Fonds des services aux collectivités du MEES, prévoyant des tournées dans plusieurs régions auprès des groupes et leurs membres, et d'un projet de recherche portant sur la question de l'évaluation au sein des groupes. Cette recherche vise à alimenter les travaux d'élaboration du futur plan d'action gouvernemental en action communautaire.

Beaucoup d'énergie a aussi été investie par les agentes du domaine communautaire dans la mise sur pied du volet étudiant du SAC, de pair avec sa nouvelle coordonnatrice, Léa Lefèvre-Radelli.

La crise sanitaire n'a pas ralenti la cadence, bien au contraire. Si certains projets ont vu leur développement reporté, compte tenu de l'impact de la crise sur les calendriers et les priorités de

nos partenaires communautaires, la méthodologie et les stratégies de transfert de connaissances de plusieurs projets ont été adaptés, faisant de plus en plus place au mode virtuel.

Enfin, soulignons que notre chère collègue Josée-Anne Riverin est revenue de son congé de maternité en mars 2020, en pleine pandémie.

Moment charnière pour le milieu communautaire

À l'instar des dernières années, plusieurs projets de recherche et de formation s'attardent aux transformations induites par le contexte néolibéral sur la mission des groupes, leurs pratiques et leurs rapports à l'État. Toutefois, cette année se distingue par un momentum particulier et longuement attendu par le milieu de l'action communautaire : celui de l'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. C'est dans ce contexte que la recherche ***Mise à jour du portrait des pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires*** a été élaborée par les professeures Sonia Tello-Rozas et Maude Léonard, le Réseau québécois de l'action communautaire autonome, Relais-femmes et le Centre de formation populaire. Ce projet charnière, financé par le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire du MTESS, se veut une mise à jour de l'importante étude ARPEOC (2005), une analyse des pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires qui avait également été réalisée en collaboration avec d'importants réseaux du milieu communautaire et coordonnée par le SAC.

Cette nouvelle recherche est importante puisqu'elle touche à la fois la gouvernance et l'autonomie des groupes et les leviers nécessaires pour assurer la reconnaissance de la pratique et des impacts spécifiques de l'action communautaire. Il sera intéressant de voir comment les résultats de cet important chantier de recherche partenariale, proposant le croisement d'analyses qualitatives et quantitatives, pourront alimenter la réflexion et les engagements de l'État.

Dans la même perspective de projets structurants, avec et pour le milieu communautaire, soulignons que le projet de formation ***Les pratiques d'action communautaire et l'autonomie des usagers.e.s : Orientations, appropriation et pérennisation*** a complété sa première année d'activités, soit la tenue de 24 ateliers réflexifs avec 48 intervenants-es et usagers-es issus de 24 groupes, dans 5 régions du Québec. Ces échanges et leur analyse permettront l'élaboration de contenus porteurs pour les groupes et les regroupements lors de la deuxième année du projet. Une autre recherche sur le rapport à l'État est aussi en cours, cette fois avec le milieu du loisir associatif au Québec, qui a été confronté à des bouleversements rapides et répétés dans ses relations avec le gouvernement provincial. L'urgence, à chaque fois, oblige les actrices et acteurs du loisir à un positionnement réactif face aux changements, ce qui ne leur permet pas de comprendre, de saisir dans une vue d'ensemble les transformations qui prennent place dans leur rapport à l'État. La recherche en cours avec la professeure Annie Camus, le Conseil québécois du loisir (CQL) et quelques organisations membres permet ainsi de compléter une analyse de l'état actuel des **relations entre le milieu du loisir associatif et le gouvernement provincial** et d'examiner le rôle et la place de regroupements nationaux dans ce contexte.

Par ailleurs, de nouvelles voies de financement sont explorées par des organismes auprès de fondations puisque ces dernières collaborent de plus en plus entre elles pour des projets collectifs et prennent un rôle croissant dans le financement d'organismes communautaires. La recherche ***La philanthropie à la rencontre d'un commun*** menée avec le professeur Sylvain Lefèvre vise ainsi à comprendre comment les actrices et acteurs du Bâtiment 7 (B7) envisagent leur partenariat avec des fondations, afin d'en cerner les enjeux et les apprentissages. Il permettra au B7 de renforcer ses réflexions et son plan d'action vers une autonomie collective accrue dans son développement. Les apprentissages développés dans ce projet ont donc un fort potentiel pour appuyer les débats au sein des secteurs communautaire et philanthropique, et enrichir les travaux du Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie (PhiLab).

Malgré la grande pertinence de ces projets, nous ne pouvons manquer de remarquer que les actrices et acteurs de l'action communautaire doivent consacrer une part importante de leur temps à promouvoir leur mission, leur approche et rappeler leur pertinence, plutôt qu'à se consacrer pleinement à la réalisation de leur mission.

Protection des droits et lutte contre les discriminations systémiques

La thématique de la défense des droits occupe une place importante depuis plusieurs années, toutefois il est à souligner que cette année, à l'instar de l'actualité, les discriminations systémiques ont pris une place centrale dans plusieurs nouvelles collaborations. Un nouveau projet de recherche-action, réunissant Dominique Bernier (sciences juridiques) et 3 co-chercheurs-es en travail social, vient soutenir l'organisme Hoodstock dans la création d'un **programme de justice alternative et réparatrice, adapté aux besoins des communautés noires de Montréal-Nord** afin d'en favoriser son acceptation. Ce type de programme mise davantage sur la réhabilitation des contrevenants-es et sur la réconciliation avec les victimes que sur les sanctions. Pour Hoodstock, il s'agit d'une voie permettant de remédier aux enjeux de surreprésentation des personnes provenant des communautés noires dans les établissements d'incarcération et dans le système judiciaire criminel du Québec. Plus largement, le programme permettra aussi une analyse plus large afin d'identifier les enjeux systémiques et travailler en prévention.

Toujours dans la perspective de lutte contre les discriminations systémiques, soulignons la nouvelle recherche portant sur les mesures d'équité s'adressant aux artistes et travailleurs-euses culturels-les de la diversité. Cette recherche élaborée dans le cadre d'un partenariat étroit entre la professeure Ève Lamoureux, Diversité artistique Montréal (DAM) ainsi que le Regroupement québécois de la danse (RQD) **visé à contribuer à une meilleure compréhension des facteurs d'exclusion dans ce secteur et à identifier à la fois les stratégies prometteuses et les défis rencontrés par les organismes.**

En continuité avec un cycle de recherches et de formations débuté en 2017 et mené par Lucie Lemonde et la Ligue des droits et libertés, le guide [Le droit de manifester au Québec : les règlements municipaux sous la loupe](#) a été lancé en février à Montréal et à Québec, en présence de nombreux militants-es. Ce guide vise à outiller les groupes et les militants-es pour contester la légalité de ces dispositions et leur légitimité sur les plans politique et social. Grâce à un

financement important du FSC, un programme de formations adaptées selon les régions ainsi que des outils web sont à venir d'ici l'été 2021.

Finalement, après une pause l'année dernière, une nouvelle édition de la formation intensive sur la création média a eu lieu en octobre auprès de six participants-es autochtones issus de différentes communautés, grâce à un **partenariat avec le Wapikoni et l'École des médias** qui a permis l'implication de nouveaux professeurs-es et chargés-es de cours. Une fois de plus, les ateliers ont donné lieu à des courts-métrages touchants et mettant en valeur une démarche identitaire et une prise de parole essentielles.

Ancrage territorial et mobilisation citoyenne

En plus des projets avec les réseaux ou regroupements, les projets issus d'organismes locaux ont toujours toute leur place et témoignent de besoins propres à leurs dynamiques territoriales. Ces projets s'enracinent dans plusieurs quartiers montréalais, notamment, Montréal-Nord, Saint-Michel, Pointe-Saint-Charles, le Faubourg Saint-Laurent et Hochelaga-Maisonneuve.

Tout d'abord, le partenariat de longue date avec la Table de concertation Faubourg Saint-Laurent (TCFSL) s'est poursuivi. Les résultats des séances de *codesign* concernant l'ilot de la grande bibliothèque ont été présentés lors d'un séminaire qui a rejoint autant des étudiants-es que des actrices et acteurs du quartier. À cette occasion, l'équipe de recherche composée de François Racine, Priscilla Ananian et Sinisha Brdar de l'ESG et de Marc-André Fortin de la TCFSL a été sollicitée pour développer un nouveau projet de codesign, cette fois... en ligne. Cette formule virtuelle – inédite pour ce type d'activité – sera assurément à surveiller.

En ce qui concerne la conclusion du projet de recherche ***Pour un développement du secteur Bridge-Bonaventure cohérent avec les besoins des résidents-es de Pointe-Saint-Charles de Montréal***, soulignons l'importante participation citoyenne tout au long du processus, ainsi que l'engagement d'une vingtaine d'étudiants-es et des professeurs Michel Rochefort (Études urbaines) et Mark Poddubiuk (Design), ainsi que du partenaire Action-Gardien. Cette synergie aura permis de faire valoir une vision citoyenne quant au développement de ce secteur, vision notamment portée par le mémoire du partenaire, dont de nombreuses recommandations ont été retenues par l'Office de consultation publique de Montréal. Soulignons pour terminer que bien que le développement de ce secteur prisé par des acteurs privés ne soit pas encore déterminé, la recherche aura contribué à outiller les actrices et acteurs locaux à faire entendre leur voix dans cette lutte.

Enjeux et perspectives

L'année se termine dans un contexte fort singulier, et les perspectives pour l'année qui vient en sont inévitablement teintées. Le domaine communautaire du SAC tente de s'inscrire positivement dans cette nouvelle mouvance tout en conservant un regard critique, à l'affût des glissements que pourrait occasionner cette crise sanitaire pour nos projets et partenaires.

D'une part, il faut souligner que le contexte actuel et l'imposition des mesures de distanciation physique forcent à une plus grande créativité. Il y aura possiblement des gains que ce soit au

niveau méthodologique alors que doivent être développées de nouvelles stratégies de collecte de données ou de transfert et mobilisation des connaissances aptes à créer du dialogue et à favoriser des rencontres fécondes.

D'autre part, ces gains potentiels ne devront pas détourner le regard des conséquences réelles avec lesquelles nous devons conjuguer : la **fracture numérique** qui touche particulièrement les populations vulnérables que nous n'arriverons peut-être pas à rejoindre et dont les points de vue seront absents des projets de recherche, ou encore, le risque d'une simplification du transfert qui favoriserait des modalités unidirectionnelles se rapprochant davantage de la diffusion que d'une réelle mobilisation des connaissances valorisant les savoirs citoyens. Nous ne devons pas perdre de vue l'importance de la rencontre, de l'échange dans le formel comme dans l'informel et nous prenons soin de le souligner aux différents bailleurs de fonds afin que les financements futurs n'occultent pas ces questions.

L'éventualité d'une seconde vague plane déjà et plusieurs groupes avec lesquels nous travaillons se retrouvent sur la ligne de front, alors que leurs ressources étaient pourtant au plus bas depuis longtemps. À l'instar de plusieurs autres, nous devons faire preuve d'une grande souplesse pour nous ajuster et éviter de sursolliciter les travailleurs-es du communautaire.

Malgré tout, cette année se termine avec de nouveaux projets porteurs touchant des problématiques liées à l'éducation (éducation aux adultes peu scolarisés, intégration d'enfants d'immigration récente ou support en période hors scolaire des enfants avec troubles d'apprentissages). La lutte aux changements climatiques demeurera au cœur des préoccupations à travers un projet important qui vise à outiller une multitude d'actrices et d'acteurs (citoyennes, syndicats, organismes, etc.) dans leurs mobilisations et actions.

Finalement, au niveau de l'organisation interne, la petite équipe du communautaire peut à nouveau compter depuis mars sur un effectif de trois personnes. Notre secteur d'activités étant particulièrement vaste et éclaté en termes de problématiques et de secteurs, nous espérons vivement que des avenues de financement seront trouvées permettant de stabiliser les trois agentes du domaine communautaire. Il s'agit là d'un minimum pour parvenir à répondre aux nombreuses demandes, tout en assurant des développements structurants et porteurs autant pour les milieux concernés que pour l'UQAM.

[^{\[1\]}](#) À noter que les investissements financiers des partenaires n'ont pas tous été recensés.

Domaine femmes et rapports de sexe

L'année se terminant le 30 avril 2020 s'inscrit en continuité avec la précédente, marquée par une diversité de recherches, des formations et de nombreuses activités de transfert/diffusion et de consultation/expertise. On note trois rencontres régulières du Comité conjoint du Protocole (23 mai 2019, 9 octobre 2019 et 23 janvier 2020). Huit membres en font formellement partie, représentant le Service aux collectivités, Relais-femmes et l'Institut de recherches et d'études féministes¹. Le rapport présenté ici résume de manière succincte les activités de l'année et dégage quelques perspectives.

Quelques chiffres

45 projets et activités d'ampleur différente (5 impliquent d'autres domaines du SAC) se sont déployés cette année, dont 5 sont à une étape de développement. Y apparaissent 25 projets de recherche (4 en développement), 3 projets de formation, 7 activités de diffusion/transfert des connaissances (1 en développement) et 10 consultations/expertises. Au total, 73 professeures² et chercheuses, 114 professionnelles et intervenantes, 50 étudiantes (plusieurs en études féministes) et **71 groupes différents** ont été impliqués dans les activités. De l'UQAM, on compte **50 professeures et 46 étudiantes**. Plusieurs de ces professeures sont impliquées dans plus d'un projet et la plupart sont membres de l'IREF.

En 2019-2020, le financement global des projets s'est élevé à **463 064 \$**³. Le secteur recherche compte des subventions à hauteur de 227 427 \$ (dont 58 519 \$ du PAFARC-Volet 2, recherche et transfert), le secteur formation a généré des fonds de 50 150 \$, celui de la diffusion/transfert s'élève à 7 545 \$ et celui de la consultation/expertise à 177 942 \$. Outre les PAFARC-Volet 2, on note des apports internes de la part du SAC/Fonds du Protocole, des fonds paritaires de perfectionnement ou d'intégration du personnel SEUQAM et SPPEUQAM, de l'IREF, ainsi que de chercheuses individuellement. Les subventions externes (à hauteur de 378 038 \$) proviennent du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres du Canada (159 625 \$), du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (75 383 \$), du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation (50 000 \$), du Secrétariat à la condition féminine du Québec (40 000 \$), des Instituts de recherche en santé du Canada (25 000 \$), du Réseau québécois en études

¹ Membres du Comité conjoint 2019-2020 : Lise Gervais, coordonnatrice à Relais-femmes; Jennifer Lys Grenier, responsable du volet Femmes de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) (accompagnée par sa collègue Julie Romagon, invitée) ; Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec; Rachel Chagnon, directrice de l'IREF, UQAM; Catherine Bourassa-Dansereau, département de communication sociale et publique et IREF UQAM; Marcel Simoneau, directeur du Service aux collectivités, UQAM; Lyne Kurtzman, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, Service aux collectivités, UQAM; Eve-Marie Lampron, agente de développement, Service aux collectivités, UQAM (invitée).

² La quasi-totalité des équipes étant exclusivement composées de personnes s'identifiant comme femmes, nous privilégions l'emploi du féminin.

³ Ce montant n'inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de la direction du SAC.

féministes/FRQSC (22 500 \$), de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (2530 \$) et de l'Université Rennes 2 (1000 \$).

Des faits saillants

Recherche partenariale : le modèle du SAC reconnu et diffusé

L'expertise du SAC et la montée en popularité de la recherche partenariale exercent une influence significative sur l'activité des agentes Lyne Kurtzman et Eve-Marie-Lampron. Outre leurs nombreuses présentations et communications, la première a co-rédigé [l'article scientifique](#) ***La recherche partenariale féministe : des rapports égaux sous tension***; il rend compte d'une première étude empirique où des chercheuses d'un réseau québécois en études féministes (ici le RÉQEF) portent un regard sur leurs pratiques partenariales. Cette étude sera prochainement complétée par un portrait des perspectives des groupes de femmes sur la question. Ces réalisations s'insèrent dans le ***Chantier sur la recherche partenariale*** du RÉQEF, dont les activités sous la coordination de Lyne Kurtzman et Julie Raby (Relais-femmes) ont été relancées en 2020, avec l'implication de nouvelles membres. La diffusion des récents travaux dont l' ***Avis sur l'éthique de la recherche féministe qualitative avec des êtres humains*** seront à l'ordre du jour en 2020-21, afin de rejoindre tant les milieux de recherche que de pratique. De plus, comme elles le font couramment, les agentes ont présenté le Protocole dans le cadre de cours universitaires, et l'une d'elles, Eve-Marie Lampron, consultée par l'équipe institutionnelle **Équité, Diversité, Inclusion** a contribué à positionner les différents acteurs-trices et initiatives à l'UQAM sur un nouveau portail web qui sera lancé prochainement. À souligner également une collaboration avec l'IREF et l'Université Rennes 2 dans la production de capsules sur la recherche-action qui seront utilisées dans les enseignements dispensés en études féministes. L'équipe du projet ***De nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité des sexes*** poursuit ses travaux et représentations auprès des instances universitaires de l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke dans le but de mettre sur pied des structures ou modalités partenariales inspirées du modèle du SAC. Une communauté de pratique sur la recherche partenariale a été créée dans le cadre de ce projet. Lancée à l'automne 2019, elle comptait 94 membres enseignantes, chercheuses, étudiantes et des groupes de femmes en mars 2020.

Intensification des collaborations entre Relais-femmes, l'IREF et le RÉQEF : contribution du SAC au développement des études féministes à l'UQAM

La collaboration avec Relais-femmes s'intensifie en 2019-20 au sein d'activités qui font appel à nos expertises croisées dans le cadre du projet *De nouvelles alliances*, du *Chantier RÉQEF*, de l'équipe *GESTE (Genre, Équité, Santé, Travail, Environnement)* ainsi que de consultations relatives à la mobilisation des connaissances. Notons le développement d'une nouvelle recherche, avec Relais-femmes, sur la santé sexuelle et reproductive des femmes noires dans le système de santé québécois. Côté réseaux, rappelons que les professeures avec lesquelles nous collaborons sont majoritairement membre de l'IREF, et que plusieurs d'entre elles font aussi partie du RÉQEF. Cette situation génère une synergie qui favorise le développement de programmations scientifiques et d'impacts sociaux. En témoigne notre collaboration à la ***commémoration du***

30e anniversaire de la tuerie de L'École polytechnique, organisée par l'IREF en décembre 2019, qui a véhiculé sur la place publique que tant que les inégalités hommes/femmes persisteront, les femmes continueront d'être victimes de violence de façon majoritaire. Dans un autre ordre d'idées, soulignons que le Comité conjoint s'est enfin doté d'un logo qui visibilise le caractère tripartite du Protocole SAC/Relais-femmes/IREF. Ajoutons que la contribution du Protocole au développement des études féministes à l'UQAM a été documentée par Lyne Kurtzman, paneliste invitée au colloque qui soulignait le 40^e anniversaire de l'IREF au mois de janvier 2020.

Maillages avec le Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Depuis des années, plusieurs expriment le souhait d'une mise en dialogue des projets du Protocole UQAM/Relais-femmes et ceux du Protocole syndical lorsque des enjeux de genre sont impliqués. En 2019-20, Eve-Marie Lampron a pris la responsabilité du domaine syndical en remplacement temporaire d'une collègue. Cette situation a permis de structurer trois collaborations interdomaines présentées plus loin dans la section du domaine syndical.

Retombées financières et sociales

Plusieurs équipes ont pu prendre la mesure de l'effet levier de certains programmes de subvention, dont le PAFARC-volet 2. L'année a en effet été marquée par le redéploiement de projets grâce à l'obtention de nouveaux financements à l'externe. Mentionnons la poursuite des activités d'ESSIMU dans le cadre d'un nouveau partenariat interdisciplinaire et intersectoriel (CRSH – Développement de partenariat 2019-2022). Logé à la nouvelle Chaire de Manon Bergeron, ce partenariat composé de 12 chercheuses et de 6 organismes communautaires de 3 provinces canadiennes vise à mieux comprendre les enjeux associés aux **violences sexuelles en milieux d'enseignement supérieur (VSMES)** par l'analyse de 2000 récits de personnes victimes recueillis par l'enquête ESSIMU. Il documente également les trajectoires des victimes à la suite d'un signalement à un établissement d'enseignement et évalue l'adéquation entre la réponse institutionnelle et leurs besoins de soutien. Le projet **Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales** poursuit également ses travaux avec un apport de fonds du ministère des Femmes et de l'Égalité des genres. Si la première phase a permis un examen exhaustif des productions journalistiques, cette nouvelle étape vise à recueillir les perceptions des candidates elles-mêmes. Il s'agit pour les partenaires de se doter d'une force d'impact et d'outiller tant les candidates que les groupes de femmes, voire les milieux journalistiques, en vue des prochaines élections municipales (2021). Quant à elle, l'équipe **Justice pour les femmes victimes de violence** a amorcé en 2019-20 deux nouvelles phases: 1) une documentation des réalités des femmes davantage discriminées dans l'accès à la justice, via un financement PAFARC/RéQEF; 2) une étude, soutenue par le Secrétariat à la condition féminine, des différents points de vue des acteurs-trices judiciaires sur l'accompagnement des femmes victimes de violence, visant à identifier des pistes de solution novatrices au bénéfice des victimes. Soulignons qu'une autre équipe financée par le CRSH explore auprès de victimes de violence conjugale et de procureures, les incidences de deux recours judiciaires après une séparation conjugale : 1) le maintien d'une plainte criminelle; 2) sa substitution par **l'Article 810**. Ce dispositif juridique repose sur un mandat

de paix auquel s'engage l'auteur de la violence. Or, la recherche montre que ce dispositif ne protège pas adéquatement les victimes.

Dans ce registre de l'accès des femmes à la justice, des retombées sociales sont à mettre en lumière suite à une analyse des décisions en matière de violence conjugale devant la Cour supérieure du Québec, dont le rapport est paru au cours de l'année (***Violence conjugale devant les tribunaux de la famille : enjeux et pistes de solution***, Dominique Bernier, Catherine Gagnon et Fédération des maisons d'hébergement pour femmes). Présentée à l'Assemblée nationale, l'étude a été largement diffusée et citée à la Commission parlementaire sur la réforme du droit de la famille qui devrait compléter ses travaux prochainement. Mais d'ores et déjà, l'arrêté ministériel de la ministre Lebel permettant aux enfants en maison d'hébergement de ne pas aller en visite chez le père violent durant la pandémie s'inscrit comme retombée. Au fédéral, l'étude, présentée au comité sénatorial et remise comme mémoire, a influencé la législation adoptée en juin 2019 (C-78) modifiant la Loi sur le divorce. Les modifications apportées sont prometteuses, car elles remettent la situation de violence au centre de l'évaluation de l'intérêt de l'enfant. D'autres transformations significatives afin d'assurer le meilleur intérêt de l'enfant sont anticipées en 2020-21, notamment dans la foulée du rapport de la Commission Laurent. Par ailleurs, l'équipe ***Besoins des femmes en difficulté à Laval en contexte de trajectoires d'aide discontinues*** complète actuellement un travail de documentation des réalités vécues par les femmes et milieux d'intervention sur le terrain. Or, le partage des résultats préliminaires a déjà permis de concevoir un projet inclusif des diverses réalités des Lavalloises, qui alimente la construction de la première ressource pour femmes en difficulté sur le territoire.

Des thématiques récurrentes

Les violences faites aux femmes dans différents contextes

Depuis plusieurs années, les violences subies par les femmes en différents contextes figurent au premier plan des activités du Protocole. Différents projets interdisciplinaires (droit, travail social, sexologie, psychoéducation, criminologie, communication) portent sur le sujet, qu'il s'agisse de la violence conjugale, sexuelle, de l'exploitation sexuelle ou du harcèlement de rue. Outre les projets présentés plus haut, l'équipe du CRSH-Partenariat ***Violence sexuelle dans les milieux d'enseignement supérieur : enjeux actuels pour la prévention, la pratique et la recherche*** poursuit ses travaux, en portant notamment son regard sur les manifestations de violence sexuelle dans les cégeps. Le contexte du confinement s'est aussi répercuté sur différents projets. Par exemple, l'équipe ***Vers une politique de travail en violence conjugale***, composant avec le fait que la réforme de la Loi sur la santé et sécurité au travail s'est vue reportée, s'est tournée vers la production de capsules vidéo sur les manifestations de la violence conjugale en contexte de (télé)travail et le rôle de l'employeur. Ces capsules seront diffusées largement afin de répondre aux besoins des femmes et d'accompagner les milieux de travail et syndicaux dans le contexte particulier de la crise sanitaire. De plus, l'équipe du projet de formation ***Vers l'autonomisation socioprofessionnelle des femmes victimes de violence conjugale***, qui a dispensé à Montréal des services de conseil d'orientation aux femmes hébergées, a redéployé ses services à distance, ce qui permettra de répondre aux besoins des maisons d'hébergement en région éloignée.

Travail, sécurité et conditions économiques des femmes

Plusieurs projets contribuent au renforcement de la sécurité économique des femmes sous l'angle de la conciliation entre vie privée et publique. Le projet **Stratégies d'articulation formation-famille-emploi**, impliquant l'ICEA et le chercheur Jean-Pierre Mercier, interroge des adultes en formation (hommes et femmes) sur la façon dont ils conjuguent leurs études avec leur situation familiale et professionnelle. Un autre projet porte sur les conditions de travail des travailleuses en maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale. Mentionnons également les collaborations développées avec le Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ autour des enjeux de genre en contexte de travail dont il est question plus loin dans la section du domaine syndical.

Imbrication des oppressions et intersectionnalité

Plusieurs activités de l'année documentent l'hétérogénéité des situations des femmes et de leurs expériences, que ce soit au regard de *l'immigration, du travail, de l'éducation, de la pauvreté, de la santé, de la violence ou du handicap*. Ces projets montrent l'entrelacement des oppressions dans la vie de femmes se trouvant à l'intersection du sexisme et d'autres systèmes : racisme, colonialisme, classisme, homophobie, transphobie, capacitisme, âgisme. Cette préoccupation se déploie de différentes manières. D'abord, au niveau institutionnel, notons que la priorisation des projets initiés par les groupes davantage discriminés, pratiquée au SAC et au Protocole depuis quelques années, a été approuvée par le CSAC en février 2020. De plus, une discussion pour une relance du **Pôle sur l'intersectionnalité** du Protocole a réuni une quinzaine de chercheuses et de groupes, dont Catherine Bourassa-Dansereau (Communication sociale et publique) et Alexandra Pierre (Relais-femmes). Ces dernières ont jeté les bases d'une recherche intitulée **Les pratiques et interventions intersectionnelles : carte et territoires**, qui sera appelée à se développer en 2020-21.

Les recherches visant à documenter l'hétérogénéité des situations et oppressions vécues par les femmes sont nombreuses et diversifiées. Plusieurs relèvent de façon empirique les conditions de vie des femmes issues de groupes davantage discriminés. Le thème de la santé reproductive est récurrent. Un projet analyse les **trajectoires d'accès (obstacles et leviers) aux ressources de santé reproductive des femmes immigrantes vivant à Montréal** (contrôle des naissances, avortement...) et un autre porte spécifiquement sur **l'expérience des femmes noires dans le système de santé québécois**. Des recherches dirigent leur attention sur l'intervention, sous l'angle du nécessaire croisement des oppressions vécues par nombre de femmes. Le projet **Groupes communautaires et femmes en situation de pauvreté à Montréal** vise une meilleure réponse des organismes face aux besoins des femmes dont les conditions de pauvreté sont imbriquées à d'autres sources d'oppression, telles la monoparentalité, la racialisation ou une situation de handicap. Un nouveau projet impliquant le collectif Réalisatrices équitables (RÉ) s'attarde à la présence et aux représentations des personnages masculins et féminins dans les films de fiction québécois, en portant une attention particulière aux femmes racisées. Une équipe fera prochainement paraître des outils sur **L'intervention féministe à l'aune de l'intersectionnalité**, qui ont été testés auprès d'intervenantes. Une préoccupation similaire anime

l'équipe du Centre des femmes de Laval qui documente avec Catherine Chesnay les pratiques intersectionnelles déployées dans le cadre des luttes menées par les femmes emprisonnées. Également, le RQCALACS poursuit ses démarches d'implantation de l'approche intersectionnelle suite aux recherches menées avec le soutien de Geneviève Pagé. Quant à elle, l'équipe qui travaille sur les **Impacts du harcèlement de rue envers les femmes à Montréal** utilise une méthode de collecte de données originale qui permet à la fois de recueillir des réalités transversales, qui concernent les femmes prises dans leur ensemble, et spécifiques, qui concernent des femmes en situation de handicap, jeunes ou racialisées.

Conclusion et perspectives

On constate que la crise sanitaire, qui est venue bouleverser nos habitudes de travail et de vie vers la fin de l'année courante, a peu affecté notre bilan, qui demeure très positif sur les plans quantitatif et qualitatif. La relance du Pôle sur l'intersectionnalité sera mise de l'avant au cours de la prochaine année, et plusieurs projets qui ont dû revoir leur calendrier à partir de la mi-mars 2020 trouveront tout de même, comme prévu, leur conclusion l'an prochain. Ceci présage d'activités de diffusion et transfert en bon nombre, redéployées ou pas en des formes virtuelles, susceptibles d'entraîner des retombées tangibles. Le projet de créer de nouvelles alliances de recherche partenariale au sein d'universités québécoises amorcera un bilan qui comprendra notamment la création récente d'un premier fonds dédié à la recherche collaborative par les membres professeures du RéQEF de l'Université Laval. Un nouveau thème se dégage à travers les projets, soit celui des représentations des femmes en différents contextes : élections municipales et cinéma de fiction, entre autres milieux. Une journée d'étude sur cette question, qui interpellera tant les milieux de la recherche que divers groupes de femmes, est envisagée conjointement avec l'IREF (automne 2020).

Le renouvellement des représentantes de l'IREF au Comité conjoint⁴, avec l'arrivée récente de la professeure Catherine Bourassa-Dansereau et éventuellement de la nouvelle directrice de l'IREF, Thérèse St-Gelais, est prometteur puisqu'elles ont une bonne connaissance du Protocole⁵ et de la relation tripartite SAC/Relais-femmes/IREF. En ce qui concerne le RéQEF, la participation soutenue des agentes à ses activités et son soutien récurrent à certains projets du Protocole se poursuivront pour les prochaines années puisque, au moment d'écrire ces lignes, nous avons appris que le RéQEF était reconduit par le FRQSC pour les 7 prochaines années. Il importe de mentionner que Lyne Kurtzman a contribué, par ses relectures et commentaires, au processus de renouvellement de la subvention, où il est entre autres fait mention de l'importance de l'expertise du SAC dans le développement du réseau. L'année sera aussi vraisemblablement marquée par le développement du volet étudiant du SAC, qui risque d'impliquer des étudiantes en études féministes, par le biais de nos liens privilégiés avec l'IREF et avec Relais-femmes permettant d'identifier conjointement les expertises et les besoins. Comme mentionné antérieurement,

⁴ Mentionnons aussi l'intégration de Jennifer Lys Grenier du volet Femmes de la TCRI (en remplacement de Yasmina Chouakri.)

⁵ Les agentes en profitent pour remercier sincèrement Rachel Chagnon, directrice sortante, pour son apport significatif au développement du Protocole.

l'année sera aussi consacrée au transfert et à la mobilisation des connaissances et à de nouvelles phases de projets qui ont obtenu de récents financements. Pour aller plus avant concernant nos perspectives de développement, il nous semble qu'elles seront tributaires de l'attribution des ressources, qui s'annonce difficile. Compromise par l'incertitude contextuelle, la consolidation d'une 2^e ressource est pourtant plus que jamais nécessaire pour assurer la bonne marche des travaux, comme le soulignait cette année le Comité conjoint du Protocole.

Domaine syndical

Ce rapport présente un bilan des activités du Protocole syndical UQAM/CSN/CSQ/FTQ au cours de l'année s'échelonnant du 1^{er} mai 2019 au 30 avril 2020. Il comprend un portrait quantitatif et qualitatif des projets menés, permet d'en dégager les thématiques transversales et aborde des perspectives pour l'année à venir.

Portrait d'ensemble des activités

Afin d'assurer un suivi aux projets en cours et d'orienter le développement des activités au domaine syndical, le comité conjoint du Protocole s'est réuni à cinq reprises pendant la période couverte par le rapport.

Membres du comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ – 2019-2020	
FTQ	UQAM
- Rima Chaaban (départ en déc. 2019) - Serge Beaulieu (depuis janvier 2020) - Lise Côté	- Stéphanie Bernstein, Dép. des sciences juridiques - Yves Chochard, Dép. d'éducation et formation spécialisées - Laurence Léa Fontaine, Dép. des sciences juridiques - Nathalie Houlfort, Dép. de psychologie - Mélanie Lefrançois, Dép. d'organisation et ressources humaines - Marcel Simoneau, directeur, SAC - Marie Eve Rioux-Pelletier, SAC (non-votante) - Eve-Marie Lampron, SAC (non-votante)
CSQ	
- Marie-Josée Rousse - Gabriel Danis (départ en déc. 2019) - Matthieu Pelard (depuis janvier 2020)	
CSN	
- Anne Thibault-Bellerose - Denis Mailloux (départ en mai 2019)	

Des mouvements de personnel en 2019 ont marqué la coordination du Protocole. La titulaire du poste, Aline Pajot, a vu son prêt de service prolongé jusqu'en mai 2020. Par conséquent, c'est Marie Eve Rioux-Pelletier qui, suite à un affichage interne, a été nommée remplaçante au printemps 2019. Cette dernière a aussi été remplacée en octobre pour un congé de maternité jusqu'à l'automne 2020. La coordination du Protocole a alors été reprise par Eve-Marie Lampron, qui œuvre également au Protocole UQAM/Relais-femmes du SAC. Son passage au domaine syndical a facilité les liens interdomaines. Trois projets mobilisant principalement une analyse genrée/féministe appliquée à des problématiques d'intérêt syndical (intégration du sexe/genre dans les recherches collaboratives sur la santé environnementale et la santé au travail, obligations de l'employeur en matière de violence conjugale, conditions de travail des intervenantes en violence conjugale) sont identifiés comme collaborations entre le Protocole UQAM/Relais-

femmes et le Protocole UQAM/CSN/FTQ/CSQ. De plus, 7 nouveaux projets ont démarré au cours de l'année. À ce développement significatif s'ajoutent les discussions structurantes tenues à l'été 2019 (cartographie des besoins de chaque centrale) et lors des Comités conjoints de 2019-20, visant à identifier des pistes de développement pour l'année 2020-21, pistes sur lesquelles nous reviendrons dans la section Perspectives.

Pendant l'année 2019-2020, **18 projets** ont été accompagnés, incluant 14 projets de recherche, 2 projets de formation, 1 projet de diffusion/transfert des connaissances et 1 activité de consultation/expertise. De l'ensemble des activités, on compte 7 projets impliquant les trois centrales (CSN, CSQ, FTQ), 6 projets auxquels ont participé l'une ou l'autre des trois centrales et 5 projets impliquant des organismes communautaires ou de femmes préoccupés par le domaine du travail. Les activités de l'année ont mobilisé près d'une centaine de personnes, dont 34 représentants-es d'organisations partenaires (syndicats et groupes), 36 professeurs-es (dont 29 de l'UQAM) et 13 étudiants-es issus de six des sept facultés/École de l'UQAM.

Au niveau budgétaire, les apports de fonds aux projets du domaine syndical se sont élevés à **83 794 \$**, dont 2 910 \$ en apports internes/UQAM (auxquels s'ajoute l'octroi de 90h de dégrèvement de formation) et 82 244 \$ en fonds externes (plus précisément 70 935 \$ provenant du CRSH et 21 309 \$ des centrales et groupes impliqués dans les projets). À ces sommes s'ajoute le financement des projets interdomaines (comptabilisés au Domaine femmes), qui s'élève à 36 495 \$ (dont 25 000 \$ en fonds externes).

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités

Chaque année, le SAC offre une bourse d'études CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités, par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM. Cette bourse de 1 500 \$ est octroyée grâce à la contribution des partenaires syndicaux du Protocole. Destinée aux étudiants-es des cycles supérieurs de l'UQAM, elle vise à reconnaître l'excellence et l'engagement d'un-e étudiant-e dans le cadre de son projet de recherche en lien avec le domaine du travail ou syndical et avec les préoccupations d'un organisme à cet égard.

À la session d'hiver 2020, cette bourse a été remise à Maxime Thibault-Leblanc, étudiant à la maîtrise sous la direction de Sid Ahmed Soussi (professeur au Département de sociologie) et également recommandé par l'organisme Au bas de l'échelle. Le projet de monsieur Thibault-Leblanc porte sur les travailleurs étrangers temporaires et leurs expériences de travail et d'intégration aux Îles-de-la-Madeleine. Le boursier sera invité à présenter son projet à l'occasion d'une rencontre du Comité conjoint du Protocole.

Quelques thèmes transversaux aux projets

Intelligence artificielle (IA) et numérique

Les questions associées à la transformation numérique dans les milieux de travail et aux développements de l'intelligence artificielle (IA) préoccupent les milieux syndicaux. L'année 2019-2020 a été marquée par la diffusion des résultats des recherches existantes, par le démarchage de nouvelles collaborations et par l'amorce concrète de nouveaux projets ; à ces activités

s'ajoutent également les discussions structurantes tenues au Protocole afin d'envisager un développement de chantier à moyen terme sur le sujet.

Une **analyse de la littérature** a été menée par Dalia Gesualdi-Fecteau en collaboration avec les centrales, portant sur deux angles d'approche des effets du numérique sur l'emploi : 1) les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui bouleversent la relation d'emploi « classique » (où l'on retrouve du travail-salarié); et 2) les NTIC qui permettent la mise en place de nouvelles formes d'emploi (p. ex. UBER, Adèle et le *Mechanical Turks* de Amazon). Cette analyse a été présentée au congrès de la FTQ en octobre 2019 et a circulé dans l'ensemble des centrales, en regard de son grand intérêt.

En parallèle, les **impacts de l'IA et du numérique sur les métiers professionnels** font émerger des préoccupations significatives en ce qui concerne l'éthique et l'autonomie professionnelles, notamment. Afin de répondre à cette préoccupation s'est constituée autour de la Fédération des professionnelles-CSN une équipe partenariale interdisciplinaire (organisation et ressources humaines, informatique, sciences juridiques) qui dressera un premier portrait de la pénétration de l'IA dans ce secteur au Québec. Autre nouveau développement : une formation sur l'utilisation des données personnelles en contexte de numérisation de l'économie est aussi en conception, à la demande des comités jeunes des trois centrales. Notons que ces deux projets se structurent autour de nouvelles collaborations de professeurs-es de l'UQAM avec le domaine syndical du SAC (par ordre alphabétique : Hugo Cyr, Sébastien Gambis, Marc-Olivier Killijan, Dominic Martin, Ewan Oiry, Mélanie Trottier), professeurs-es issus de trois facultés/École différentes.

À partir des démarches et résultats préliminaires de ces trois projets-phare, les membres du Comité conjoint ont souhaité se doter d'un temps de réflexion, d'allers-retours avec les affiliés, afin d'identifier des besoins de recherche, formation, diffusion/transfert des connaissances plus précis, le tout en vue de démarrer un chantier de recherche partenariale à moyen terme sur l'IA et le numérique. Nul doute que la question sera à l'ordre du jour de l'année 2020-21, qu'elle soit croisée ou non avec les préoccupations émergentes liées à la COVID-19 (voir Perspectives).

Sexe/genre

Par le biais de collaborations entre les deux Protocoles (syndical et femmes), 2 projets de recherche et une consultation/expertise figurent aux activités de l'année. Les deux recherches en cours, à partir de différents angles, s'intéressent au thème de la violence conjugale. D'abord, un projet de recherche dirigé par Rachel Cox, en collaboration avec quatre groupes de femmes de la Côte-Nord intervenant auprès de victimes de violence conjugale, revendique une **modification de la Loi sur la santé et sécurité au travail (LSST) afin d'y inscrire une obligation de protection de l'employeur pour les employés-es victimes de violence conjugale**. Cette revendication a obtenu l'aval des trois centrales ainsi que de 7 autres syndicats, et suscite beaucoup d'intérêt dans le contexte de la réforme de la LSST et du projet de loi anticipé, dont la sortie a été retardée en raison de la crise COVID-19. Or, cette équipe produit actuellement des capsules vidéo explicitant la revendication et suggérant des pistes de protection aux employeurs et travailleuses, dans ce nouveau contexte de télétravail accentuant les dynamiques de violence conjugale et leurs

manifestations. Un second projet, dirigé par Nathalie Houlfort, s'intéresse plutôt aux **conditions de travail particulières des intervenantes en maison d'hébergement** (taux de roulement et recrutement, enjeux de la conciliation travail/famille, etc.), qui effectuent un travail d'intervention et de soutien tant essentiel que difficile.

De plus, le SAC participe à la conceptualisation et au déploiement d'outils visant à **accompagner l'intégration du sexe/genre** dans le cadre de projets de recherche ou d'intervention dans une perspective partenariale, plus particulièrement en matière de santé environnementale ou de santé au travail. Soulignons finalement que différents enjeux liés au sexe/genre figurent de manière transversale dans nombre de projets, qu'il s'agisse des impacts de la hausse du salaire minimum à 15 \$/h (sachant que les basses salariées sont majoritairement des femmes), de la précarité de l'emploi ou de la conciliation travail/famille (projets dirigés par Nathalie Houlfort), à titre d'exemples.

Santé au travail et droit du travail

Outre le projet d'intégration d'une obligation de prévention de l'employeur en matière de violence conjugale dans la LSST, une recherche en cours, dirigée par Stéphane Villeneuve, aborde la santé au travail en portant un regard sur le phénomène de **cyberharcèlement dans le milieu de l'information** (Fédération des communications – CSN). Les travailleurs-euses de l'information, notamment ceux et celles intervenant dans la sphère publique, sont de plus en plus confrontés-ées à toutes sortes d'attaques. Dans l'optique de proposer des actions pour diminuer l'incidence de cette forme de violence, cette étude vise à évaluer l'ampleur du cyberharcèlement dans le milieu de l'information, notamment en identifiant les types de cyberharcèlement vécus par les travailleurs-euses de ce milieu, les conséquences psychologiques, l'impact sur l'exercice de leur fonction ainsi que les actions entreprises par ces derniers et l'employeur. Le rapport de recherche, actuellement en voie de complétion, sera diffusé en 2020-21.

Plus précisément en matière de droit du travail, une nouvelle étude portant sur le **morcellement normatif et institutionnel du droit du travail** et ses impacts sur l'accès à la justice est dirigée par Dalia Gesualdi-Fecteau. Celle-ci a obtenu un financement CRSH/Savoir afin de démarrer un projet partenarial et intercentrales, dont les travaux débiteront en 2020-21.

Économie

Deux projets portent plus spécifiquement sur l'économie. D'abord, une formation intitulée **L'ABC du capitalisme** est développée et dispensée par Éric Pineault dans le cadre des sessions intensives du Collège FTQ-Fonds. Cette formation a pour objectif de permettre aux participants-es (conseillers-ères syndicaux et élus-es) d'accroître leurs connaissances et d'améliorer leur compréhension du système capitaliste actuel. Ensuite, la question de **l'augmentation du salaire minimum à 15 \$** a fait l'objet d'une autre recherche, étudiant les impacts qualitatifs d'une telle hausse sur les travailleurs-euses dont la rémunération avoisine ce montant, soit entre 15 \$ et 19 \$/h. Les résultats de cette étude novatrice, dirigée par Sid Ahmed Soussi et menée en étroite collaboration avec Au bas de l'échelle, seront diffusés en 2020-21. Cette équipe envisage le dépôt

d'une demande CRSH/Engagement partenarial à l'automne 2020, afin d'approfondir les résultats et les analyses sur cet enjeu d'actualité.

Formation en milieu syndical

Outre les projets de **formation sur la protection des données personnelles** (Gambs et Killijan, en collaboration avec les trois centrales) et sur l'ABC du capitalisme (Pineault et FTQ) présentés plus haut, soulignons qu'un projet de recherche initié en 2015 par Frédéric Philippe et portant sur les **impacts de l'engagement civique des jeunes** sur la réussite scolaire a généré l'obtention d'une subvention CRSH/Développement partenariat (2019-2022, 174 956 \$). Cet important soutien permettra le développement de l'étude, notamment en y intégrant de nouvelles dimensions comme le bien-être et la santé mentale. De plus, un autre projet de recherche en cours, dirigé par Yves Chochoard, évalue les **retombées à long terme des formations** dispensées par le module formation à la CSN, afin d'identifier les stratégies les plus efficaces pour optimiser le transfert des apprentissages en milieu syndical.

Représentation syndicale

Ce thème a fait l'objet de deux projets, impliquant les trois centrales. Le premier, dirigé par Lorenzo Frangi, s'est penché sur le **renouveau syndical** et visait à identifier de nouvelles sources de soutien aux syndicats dans la société civile, ainsi que les stratégies nécessaires pour les mobiliser. Un second projet, porté par Laurence-Léa Fontaine, s'intéresse à **l'impact de la liberté d'association sur les perspectives démocratiques et stratégiques des syndicats**.

Histoire

Finalement, un nouveau projet de recherche, impliquant le professeur Martin Petitclerc, vise à documenter **l'histoire du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain**, à l'occasion de son 135e anniversaire. Ce projet permettra également de compléter et publier les résultats d'une étude antérieure menée à l'occasion du 125e anniversaire et impliquant les mêmes partenaires.

Perspectives pour 2020-21

Tout porte à croire que l'année 2020-21 sera fructueuse au Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, tant en matière de diffusion qu'en ce qui concerne le démarrage de chantiers et projets sur des thématiques prioritaires (COVID-19, IA et numérique), développements qui seront favorisés par la consolidation de la coordination du Protocole. Pas moins de quatre projets de recherche trouveront vraisemblablement leur conclusion à l'automne 2020 : un processus de diffusion conséquent et utile aux milieux syndicaux et universitaires sera donc à prévoir.

Par ailleurs, La crise COVID-19, sans précédent, continue d'affecter significativement les milieux de travail. Or, tout porte à croire que les expertises de l'UQAM pourront contribuer à répondre aux besoins identifiés par les syndicats. Différentes collaborations à ce sujet se structurent d'ailleurs depuis mars 2020 : 1) développement en cours du projet **Nettoyer dans le contexte de la pandémie de COVID-19 : Comment réorganiser le travail et prévenir les risques pour la SST en temps de crise** (dirigé par Mélanie Lefrançois et impliquant les trois centrales) ; 2) implication du

SAC dans le projet de diffusion/transfert ***Les droits des travailleuses et des travailleurs face à la COVID-19*** (initié par des professeures et diplômés-es de l'UQAM) ; 3) production de capsules vidéo par l'équipe dirigée par Rachel Cox et suggérant des pistes aux employeurs et travailleuses victimes de violence conjugale en contexte de télétravail. De plus, les membres du Comité conjoint tiendront des discussions à l'été et à l'automne 2020, un premier remue-méninge pour identifier les axes prioritaires à développer, pour faire face à la crise COVID-19 et en analyser les impacts significatifs sur les milieux de travail et syndicaux.

Tel qu'explicité plus haut, les réflexions sur l'IA et le numérique se poursuivront également, tant en lien avec la crise COVID-19 (qui génère une accélération de l'utilisation du numérique en contexte de télétravail) que de manière indépendante, afin de cibler un axe de développement sur plusieurs années et de favoriser le démarrage d'un chantier sur la question.

Le poste permanent à la coordination du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ étant maintenant pourvu, une agente à temps plein (Marie Eve Rioux-Pelletier) sera en poste dès octobre 2020 pour accompagner le développement de ces nouveaux projets porteurs, ainsi que pour poursuivre l'accompagnement des activités en cours. Le Protocole pourra ainsi continuer d'assumer pleinement son rôle fédérateur d'expertises syndicales et professorales, au bénéfice du monde syndical et du travail, le tout dans un contexte de grandes transformations dans lequel ces collaborations seront plus que jamais nécessaires.

Remerciements

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

Les nombreux professeurs et professeurs qui acceptent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, de s'inscrire dans une démarche partenariale avec les groupes ciblés par la Politique des services aux collectivités de l'UQAM;

Les chargées et chargés de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation et de recherche des groupes ciblés par la Politique ;

Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets ;

Les étudiantes et étudiants qui y ont contribué généreusement ;

Les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur engagement, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche.